HONORÉ MERCIER,
—AVOCAT.—
1592 NOTRE-DAME,
MONTREAL.

PROGRAMME HYPOCRITE

DES BLEUS

— POUR LES —

PROCHAINES ELECTIONS

Nous avons mis la main sur les brochures que l'opposition répand pour faire la campagne électorale.

Il y en a en anglais, pour les anglais protestants, et d'autres en français, pour les canadiens-français et les catholiques.

Qu'il y ait de ces brochures électorales dans les deux langues, cela se comprend facilement ; mais ce qui se comprend moins facilement et constitue une canaillerie criminelle, c'est que le fonds diffère : la brochure anglaise signale Sir Wilfrid Laurier à la vindicte des protestants anglais, parce qu'il n'a pas fait de zèle pour envoyer nos soldats en Afrique ; la brochure française le signale à la vindicte des canadiens-français, parce qu'il a envoyé nos soldats en Afrique de gaieté de cœur.

Nous avons déjà dit que les conservateurs ont deux programmes : l'un pour Ontario et les autres provinces anglaises, l'autre pour la province de Québec. Les brochures électorales que nous avons sous les yeux mettent la chose à l'évidence ainsi que le constatent les extraits suivants :

1900
(17)

BROCHURE ANGLAISE

" Peu de temps auparavant, le colonel Hughes, député tory, avait insisté pour que le Canada offrît des troupes. Sir Wilfrid n'y consentit pas et exprima l'espoir qu'il n'y aurait pas de guerre. Sir Charles Tupper exprima le même espoir, mais soutint qu'une offre de troupes de la part des colonies aurait l'effet de donner plus de force à la position de la Grande-Bretagne et de lui exempter la guerre. Le gouvernement ne fit aucune offre de troupes... Durant ce temps, le parlement du Canada était en session et prêt à appuyer toute offre de troupes qui serait faite par le gouvernement, mais le premier ministre n'en offrit point...

Ceci nous amène au 3 octobre, date à laquelle seul, le Dominion, parmi toutes les colonies importantes, n'avait pas exprimé son sentiment par l'entremise de son gouvernement. Deux ans auparavant, le premier ministre du Canada, lors du jubilé, figurait à la tête de la procession coloniale. En cette circonstance, il parla de la loyauté du Canada et de sa volonté de venir au secours de l'empire au cas de besoin. Mais quand le besoin se fit sentir, quand les colonies de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, même les petites colonies de la côte d'Asie, par l'entremise de leurs gouvernements, faisaient des offres de troupes, le gouvernement du Canada restait muet...

" Nous arrivons maintenant à une date importante. Le 3 octobre, M. Chamberlain envoyait au Canada, en même temps qu'aux colonies d'Australie qui avaient offert des troupes, une dépêche donnant les renseignements pour aider à l'organisation d'un corps de troupes pour le Sud-Afrique et exposant les con-

BOCHURE FRANCAISE

" Les premiers jalons de l'impérialisme furent posés à Londres par Sir Wilfrid Laurier.

" C'est là que fut scellé **LE PACTE AUJOURD'HUI ROUGI DU SANG CANADIEN VERSE A PAARDEBERG**, Belmont, Mafeking, Faber Farm et dans tant d'autres tristes rencontres.

" Le 18 juin 1897, dans un grand banquet tenu à l'Imperial Institute, après une revue des troupes canadiennes passée en présence de lord Lansdowne, ministre de la guerre, Sir Wilfrid Laurier, dans un moment d'enthousiasme, mit les troupes canadiennes à la disposition de l'Empire.

" En digne descendant de Français, il choisit la date anniversaire de Waterloo pour faire cette offre.

" Voici ses paroles, d'après un cable du "Globe", daté de Londres, 18 juin 1897 : Sir Wilfrid Laurier parlant après que lord Lansdowne, ministre de la guerre, eut demandé si les colonies ne seraient pas prêtes à aider la mère-patrie dans ses justes conflits, Sir W. Laurier prononça ces **PAROLES FATALES** :

" Lord Lansdowne a parlé du jour " où l'Empire pourrait être en danger. Ce jour, anniversaire de Waterloo, nous rappelle que de tous " temps l'Angleterre a donné la " preuve qu'elle peut combattre ses " propres combats ; mais si, un " jour, il faut qu'elle soit en danger, que le clairon sonne, que les " signaux s'allument sur toutes les " collines et dans toutes les colonies, nous ne pouvons peut-être " pas beaucoup, mais nous donnerons toute l'aide que nous pourrons."

" L'engagement était solennel.

" Et il fut tenu.

" Quelques jours après, Sir Louis

76166

ditions auxquelles le gouvernement impérial accepterait des offres.... M. Chamberlain ne pouvait pas accepter une offre du gouvernement du Canada, pour la bonne raison que ce gouvernement n'avait pas fait d'offre de troupes.

" A cette date, le sentiment en faveur d'une offre par le gouvernement, d'envoyer un contingent complètement équipé et payé par le Canada, s'était fortement manifesté.

" LE PREMIER MINISTRE ANNONCE SON REFUS

" Le 4 octobre, le "Globe", de Toronto, dans sa correspondance d'Ottawa, publia une déclaration du premier ministre, destinée à arrêter cet enthousiasme, à expliquer et défendre le refus de son gouvernement de se rendre à la demande de M. Chamberlain...

" Parlant trois mois après, M. Tarte exposa les sentiments qui l'animaient à cette époque. Il dit :
" Quand je lus dans les dépêches ve-
" nant d'Angleterre que le secré-
" taire pour les colonies avait adres-
" sé une circulaire aux colonies, les
" invitant à envoyer des troupes
" dans l'Afrique-Sud, je vous avoue-
" rai franchement que je ne me sen-
" tis pas une forte inclination de
" me rendre à ses désirs."

" Ces paroles expriment les sentiments, les intentions du Premier Ministre et de celui de ses collègues qui a le plus d'influence sur lui. Mais la tentative du Premier Ministre pour supprimer le mouvement loyaliste qui devenait de jour en jour plus fort, n'aboutit à rien. Le lendemain de la publication dans le " Globe " de la déclaration du Premier Ministre, Sir Charles Tupper lui envoya un télégramme de Yarmouth et en même temps expliqua Davies renchérissait sur son chef et, montrant les troupes canadiennes, disait en présence des autres ministres coloniaux : " S'il faut à l'An-
" gleterre dix mille hommes comme
" ceux-là, le Canada les donnera."

" Sir W. Laurier dit que c'est de sa propre volonté qu'il a envoyé les Canadieus au Transvaal. Il dit que dans d'autres occasions, si on le demande, il enverra encore des troupes.

" Tous ces députés-là (Brodeur, Bruneau, Legris) ont voté contre la motion Bourassa, approuvé la guerre et voté deux millions pour en payer les frais."



dans une assemblée publique l'attitude qu'il prenait sur cette question. Voici le télégramme :

« Yarmouth, 5 octobre.

« Sir Wilfrid Laurier,

Ottawa.

« J'espère que vous enverrez un « contingent de volontaires canadiens pour aider l'Angleterre au « Transvaal. Je sais que cela sera « accepté avec reconnaissance par le « gouvernement impérial, sera d'un « grand service pour le Canada, et « contribuera à l'unité de l'Empire...

« CHARLES TUPPER ».

« A peu près dans le même temps, dans un banquet qui lui était donné à St-Jean, M. Foster prédisait, au milieu d'applaudissements enthousiastes, que le gouvernement serait obligé d'abandonner la position prise par le Premier Ministre. D'autres chefs conservateurs parlaient dans le même sens dans d'autres parties du Canada...

M. TARTE OUVRE LE FEU SUR LES LOYALISTES

« Durant tout ce temps-là M. Tarte faisait dans son journal une campagne furieuse contre le mouvement loyaliste. Le 10 octobre "La Patrie" attaquait violemment le parti conservateur parce qu'il encourageait l'agitation en faveur d'un envoi de troupes en Afrique...

« Durant tout cela les ministres essayaient en vain d'enrayer le mouvement patriotique et les autres colonies agissaient avec une grande énergie...

« Tout cela se passait pendant que les ministres étaient à considérer la question et pendant que M. Tarte faisait la campagne à l'appui du se-

fus du Premier Ministre d'envoyer des troupes et dénonçait les conservateurs parce qu'ils entraînaient le Canada dans les guerres de l'Angleterre...

" Il est impossible d'oublier ou de pardonner au Premier Ministre et à quelques-uns de ses collègues leur opposition, leur résistance et leurs délais ".

C'est bien clair, n'est-ce pas ?

Dans la brochure anglaise, destinée à soulever le fanatisme des anglais protestants contre Sir Wilfrid Laurier, parce qu'il est canadien-français catholique, on l'accuse de ne pas avoir fait ce qu'il aurait dû faire au sujet de l'aide donnée à l'Angleterre pour la guerre avec le Transvaal et l'envoi des troupes dans l'Afrique du Sud.

Dans la brochure française, destinée à soulever la haine des Canadiens-français contre Sir Wilfrid Laurier, en le représentant comme vendu aux Anglais et trahissant ses compatriotes au profit de l'Angleterre, on l'accuse d'avoir scellé ce pacte avec l'Angleterre du sang canadien versé à Paardersberg, Belmont, Mafeking, Faber Farm et ailleurs.

En présence de ces faits, de ces deux brochures électorales des conservateurs, est-il un honnête homme qui puisse refuser d'admettre que réduits aux abois, incapables de rien trouver de sérieux à reprocher à l'administration de M. Laurier, les torys se rabattent sur l'exploitation du fanatisme, des préjugés de race et de religion ?

C'est canaille, c'est même criminel, puisque dans un pays de races et de croyances mixtes comme le nôtre tout bon citoyen doit s'efforcer de calmer, d'apaiser le fanatisme et les préjugés, au lieu de les soulever. Mais ces considérations sont au-dessus des chefs conservateurs, qui ne voient dans les élections qu'un moyen de gripper des portefeuilles de ministres, pour rétablir le néfaste régime auquel le peuple a donné le coup de grâce en [illegible]

Les préjugés de races et de religion, voilà le grand cheval

de bataille des bleus : les deux brochures électorales des conservateurs, brochures qui sont leur programme, puisque c'est avec cela qu'ils font la campagne, sont là pour le prouver.

Electeurs du Canada, en êtes-vous de ce jeu dangereux et criminel ?

Sir Wilfrid Laurier a réussi à faire disparaître le malaise causé de ce chef par la politique tortueuse et malhonnête des conservateurs ; il a réussi, par sa politique d'apaisement et de pacification, à substituer à l'antipathie et à la défiance entre races et religions, la sympathie et la confiance réciproques ; il a réussi à nous faire mieux apprécier par nos compatriotes anglais et protestants du Canada, à créer en Angleterre, au sujet des Canadiens-français, l'impression la plus favorable, à nous mettre plus haut que nous ne l'avions jamais été dans l'opinion des anglais de la métropole : serait-il sage, serait-il raisonnable, de renoncer à tous ces avantages, de nous plonger encore dans les guerres de races et de religions qui ont caractérisé le régime tory, pour le seul plaisir de procurer des portefeuilles aux Tupper, aux Clarke Wallace, aux Bergeron, aux Thom Chase Casgrain et à leur séquelle ?

Qu'aurions-nous à gagner à ce jeu de dupes ?

Rien et tout à perdre.

Nous retournerions à l'ère des antipathies de race et de religion, dans l'ordre moral, des déficits, des brigandages à la Langevin, dans l'ordre administratif.

Si c'est cela que vous désirez, électeurs du Canada, donnez votre concours aux candidats des Tupper, des Clark Wallace, des Bergeron, des Casgrain, et vous serez servis à souhait.

Si, au contraire, vous désirez la paix et l'harmonie entre les différentes races et les différentes croyances, la continuation de la prospérité, des surplus que nous avons depuis que les libéraux sont au pouvoir, donnez votre concours aux candidats de Sir W. Laurier et durant cinq ans encore, vous jouirez des avantages que l'administration libérale vous a procurés durant les cinq dernières années.

Nous vivons depuis cinq ans en paix, nous ne sommes plus

ennuyés par les chicanes de races ou de religion ; nous travaillons paisiblement à l'avancement des affaires et de la prospérité du pays ; toutes les industries—manufacturières et agricoles—progressent à merveille ; la richesse s'accumule dans toutes les classes d'une façon étonnante, enfin nous jouissons d'une prospérité sans précédent dans l'histoire du pays : de quelle grâce et pourquoi voudrait-on mettre de côté les hommes dont l'administration nous a donné tout cela ?

Le peuple a trop de bon sens pour commettre une pareille faute, et d'après les renseignements qui viennent de partout, le balayage de juin 1896 n'est rien, comparativement à celui que les bleus vont subir aux prochaines élections.

Les chefs bleus le savent bien et c'est pour cela qu'ils recourent à l'exploitation des préjugés pour se donner un peu de contenance et s'empêcher d'être balayés à net.

Nous avons vu que les bleus ont deux brochures différentes pour faire la campagne électorale : l'une pour les provinces anglaises et protestantes, l'autre pour la province canadienne-française et catholique de Québec.

Dans la brochure anglaise, intitulée : " RECORD OF FOUR YEARS — SOME CHAPTERS FROM THE HISTORY OF THE LAURIER GOVERNMENT ", il n'est pas dit un seul mot de la question des écoles du Manitoba. Il y a pourtant de l'espace, puisque cette brochure a 74 pages in 8vo.

Dans la brochure française, portant le numéro 6 et ayant en titre, entre autres choses—" La question des écoles du Manitoba," il y a douze colonnes consacrées à cette question. La partie de cette brochure traitant de cette affaire est intitulée : " LA QUESTION DES ECOLES— CE QUE LES CONSERVATEURS ONT FAIT POUR REGLER LA QUESTION— OU EN SONT LES CATHOLIQUES DU MANITOBA APRES QUATRE ANNEES DU REGIME LAURIER."

Pourquoi la question des écoles se trouve-t-elle dans la brochure des bleus destinée à la province de Québec, et ne se trouve-t-elle pas dans la brochure des mêmes bleus destinée à la province d'Ontario ainsi qu'aux autres provinces anglaises et protestantes ?

La parole est aux journaux et aux orateurs bleus.

Comment expliquer cette distinction ?

Comment expliquer cette élimination de la question des écoles dans la brochure destinée aux protestants ?

Il y a un certain programme pour une certaine province et un autre programme pour les autres provinces.

Quelles raisons les bleus ont-ils de faire cette distinction et cette élimination ?

Est-il possible de donner une preuve plus tangible de l'hypocrisie de cette triste bande, qui durant plus d'un demi-siècle a battu monnaie avec l'exploitation des préjugés religieux ?

Ce sont les torys qui étaient au pouvoir à Ottawa quand la loi des écoles du Manitoba fut passée en 1890 ; ils pouvaient et devaient la désavouer, s'ils voulaient rendre justice aux catholiques. Ils ont eu six ans pour le faire—de 1890 à 1896—et ils ne l'ont pas fait.

Pourquoi ? pour quelles raisons n'ont-ils pas désavoué cette loi ?

La parole est aux journaux et aux orateurs bleus.

Pourquoi la question des écoles n'est-elle pas traitée dans la brochure anglaise des bleus destinée à la campagne électorale dans les provinces anglaises et protestantes ?

La parole est aux journaux et aux orateurs bleus.

Encore une preuve que les bleus ont deux programmes: un pour la province française et catholique de Québec, l'autre pour les provinces anglaises et protestantes.

Il serait difficile, assurément, de fournir une preuve plus tangible, plus irréfutable, de la duplicité, de l'hypocrisie de ces chefs bleus, dont l'exploitation des préjugés constitue tout le talent, tout le bagage politique.

Le peuple canadien est trop franc, trop loyal, pour jouer à ce jeu double, se donner pour gouvernants les chefs du parti bleu qui se commettent à pareilles fourberies.

On en aura des nouvelles le soir de la prochaine votation.

Arrière les hypocrites et les trafiquants de préjugés !

cole.

un

cette

ocri-
battu

l des
nt la
nt eu

?

bro-
ns les

ur la
ines

gible,
lens,
nt le

à ce
bleu